

# Communistes

www.PCF.fr

## Campagne industrie services publics Echos de Paris (3)



### Vidéo

Fabien Roussel  
est l'invité de  
BFMTV

## Communisme, art, révolution (p. 4)

### Patriotes ?

**M**arine Le Pen se trumpsise à vitesse grand V. Le parti européen que pilote Bardella était réuni ce week-end à Madrid, sous le patronage (un détail) du groupe de pression US « the Heritage Foundation ». Il a repris sans vergogne les slogans trumpistes (« Make Europe Great Again »). Et Le Pen a comparé Trump « à un véritable basculement mondial » invitant « à suivre le mouvement ». Oublié le Trump putschiste, le tueur des accords de Paris sur le climat, l'expansionniste qui n'hésiterait pas à bouffer un bout d'Europe. On retrouve cette vieille tendance de l'extrême droite à collaborer avec les dominants du moment. Dire que ce ramassis de bruns s'intitule « Patriotes pour l'Europe » ! Ils feraient mieux de s'appeler « les clones de Donald ».

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse : ..... € *« Donnez au PCF  
les moyens d'intervenir »*

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à [Léna Mons](mailto:Léna.Mons@pcf.fr) < [Léna.Mons@pcf.fr](mailto:Léna.Mons@pcf.fr) >

# sauve qui peut l'enfance

## LE RETOUR A LA MAISON



**13 février, à partir de 18 h :** Vernissage de l'exposition « 100 artistes pour la libération du journaliste américain Mumia Abu Jamal », organisée par la galerie l'Art et la Paix et le Mouvement de la Paix. Maison de la Paix, Saint-Ouen (93)

**15 février, à partir de 17h30 :** De l'utilité du parti politique, rencontre avec Jean Quétier, professeur agrégé et docteur en philosophie de l'université de Strasbourg. Salle des Tilleuls, Manosque (04)

**17 février, à partir de 19 h :** Soirée d'hommage pour le 1<sup>er</sup> anniversaire de la panthéonisation du couple Manouchian, en présence de Fabien Roussel, Nicolas Offenstadt, professeur d'histoire contemporaine - Panthéon Sorbonne, Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, sénateur PCF des Hauts-de-Seine, Barbara Wolffer, administratrice du Panthéon (sous réserve) et Sylvie Zaidman, directrice du Musée de la libération de Paris. Siège du PCF (75019)

**À partir du 17 février :** La section d'Hendaye-St-Jean-de-Luz organise, en collaboration avec l'association Les amies et amis de la Commune de Paris, une exposition sur la Commune de Paris 1871 avec focus sur les femmes et la Commune, visible jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Vernissage: 17 février à 18 h, conférence par Francis Pia le samedi 22 à 18 h. Halles Gaztelu, Hendaye (64)

**21 février, à partir de 18h30 :** Réunion publique sur les enjeux de la réindustrialisation en France, avec Fabien Gay. Salle Recroix, Le Cannet (06)

**28 février, à partir de 18h30 :** Dans le cadre de la mobilisation pour le droit au logement pour tous, la liste « La Ciotat nous rassemble » et la section La Ciotat co-organisent un débat sur le thème « Airbnb menace-t-il le droit au logement à La Ciotat ? » En présence de Victor Collet, sociologue, Sylvie Vinceneux, responsable nationale de la commission Logement, les conseillers municipaux Karim Ghendouf et Marianne Chrétien. Cercle de La Renaissance, La Ciotat (13)

**1<sup>er</sup> mars, à partir de 15 h :** Le PCF Villeurbanne organise sa fête de section avec un débat sur

le thème de l'éducation comme facteur d'intégration, la participation de Sigrîd Gérardin (ex-secrétaire générale du SNUEP-FSU) et Léna Arthaud (professeure des écoles, conseillère métropolitaine). Suivi d'un concert de musique cubaine, DJ, stands associatifs, etc. Centre culturel et de la vie associative, Villeurbanne (69)

**15 mars, à partir de 19 h :** Banquet de la section du Parisis : buffet, soirée dansante et tombola. Contact et inscriptions : [pcf.parisis95@gmail.com](mailto:pcf.parisis95@gmail.com) / 06 64 67 77 15 / 06 28 33 30 51. En présence d'Emmanuel Maurel, député de la 3<sup>e</sup> circonscription et des élus de la ville. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

**15 mars :** Dans le cadre du festival Le Printemps des droits humains, le journal *Le Travailleur de Lot-et-Garonne* organise la projection du film documentaire Manouchian et ceux de l'Affiche rouge, suivie d'un débat avec Gérard Streiff et l'exposition Hommage aux Manouchian. Cinéma Les Montreurs d'images, Agen (47)

**26 avril :** Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h, suivie d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

### Les initiatives de la Fondation Gabriel-Péri

**12 février, à partir de 18h30 :** 1<sup>er</sup> décembre 1944. Le massacre de Thiaroye. La fin d'un mensonge d'État ?, rencontre avec Armelle Mabon autour de son livre *Le massacre de Thiaroye* (historienne spécialiste du sujet auquel elle se consacre depuis de nombreuses années, ce livre vise à réhabiliter l'honneur de soldats coloniaux morts par la France) ; Émilien Abibou (réalisateur, petit-fils d'Antoine Abibou, tirailleur natif du Togo, le plus lourdement condamné) ; Félix Atchadé (responsable du collectif Afrique du PCF). En partenariat avec les *Cahiers d'Histoire* et la Librairie Longtemps. Inscription : [inscription@gabrielperi.fr](mailto:inscription@gabrielperi.fr). Espace Niemeyer, Salle des Conférences (75019)

# Campagne industrie services publics

## Rencontre sur l'hôpital

**Dans le cadre de la campagne parisienne sur la défense de l'hôpital public, la section du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris a organisé une réunion publique en présence de syndicalistes de l'APHP et des sénateurs Cathy Apourceau-Poly et Ian Bros-sat.**

Cette réunion publique qui a réuni près de 75 personnes dans un quartier populaire de la capitale n'est qu'un point d'étape dans une campagne fédérale qui a commencé il y a 5 mois. La réussite de cet événement s'explique en partie car les militants du 18<sup>e</sup> se sont approprié la campagne fédérale tout en l'orientant sur une problématique concrète de leur territoire qui est le projet de fermeture de l'hôpital Bichat. Si la défense de l'hôpital public (et des services publics en général) est un sujet porteur au sein de la population, il faut toujours le rattacher à du concret auprès de la population. C'est par le ventre qu'on fait fonctionner la tête et non l'inverse, c'est donc en portant le sujet sur le quotidien de la population (hôpitaux menacés de fermeture, création d'un centre de santé...) qu'on peut développer l'idée d'une alternative au système actuel.

C'est pour cette raison que nous avons axé notre campagne de terrain sur les travailleurs (il serait plus pertinent de parler de travailleuses car la grande majorité des soignants qui ont signé notre pétition sont des femmes) et les usagers de l'hôpital Bichat. Cette approche nous a permis de renforcer nos liens avec la CGT sur place et aussi de dépasser les objectifs fixés par la fédération en termes de signataires de pétitions.

Un des objectifs de la réunion publique, au-delà du



contact avec la population, est de mobiliser les signataires de la pétition. Combien de personnes ont signé des pétitions du Parti sans être recontactées plus tard ? Combien de feuilles de pétition avec des adresses, des numéros de téléphone sont restées dans nos sections sans même avoir été numérisées ?

C'est en réponse à ces problèmes que le fait de disposer d'une campagne structurante au niveau fédéral est indispensable. Les signataires de la pétition (via un QR code) sont directement centralisés par les responsables de la campagne au niveau

fédéral avant d'être redistribués dans les sections. À partir de là, nous évitons déjà le problème des feuilles de pétition datées de plusieurs années qui traînent dans beaucoup de sections - si elles n'ont pas été jetées.

Cependant, il faut maintenant garder le lien avec ces signataires et c'est là que la fédération joue un premier rôle dans l'envoi de mail bimensuel pour informer des avancées de la campagne. De son côté, les sections doivent créer des événements dans leur arrondissement : c'est à ce moment que la réunion publique doit apparaître. Elle permet de rappeler par téléphone l'ensemble des signataires et de les rendre actifs dans la campagne.

La réussite d'une réunion publique est une victoire d'étape mais n'annonce ni une fin de campagne ni un triomphe. Cette étape est avant tout la réussite de toute la structure du Parti, de l'annonce du CN de faire une campagne sur le thème de l'industrie et des services publics, de la Fédération de Paris de créer une campagne sur la défense de l'hôpital public, et des sections et cellules qui s'approprient la campagne structurante en l'ancrant dans le concret des travailleurs et des usagers du territoire.

**Carl Ravoavy**

secrétaire de la section  
du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse : ..... €

« **Donnez au PCF les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# Communisme, art, révolution

La commission Culture a organisé, vendredi 7 février dernier, sous la coupole du siège de notre parti, une soirée à bien des égards inédite.

Cette soirée s'inscrivait dans le centenaire du surréalisme. Ce voyage artistique prend racine au début des années 20, dans l'engagement furieux des surréalistes à balayer le vieux monde dont sont rescapés une poignée de jeunes gens qui ont vécu l'enfer de la Première Guerre mondiale, en croisant les conséquences chaque jour et en concluent impitoyablement l'urgence de sa fin. La Guerre du Rif menée au Maroc par la France en 1924, contre laquelle se mobilise avec force le jeune Parti communiste, sera le point de départ d'une relation riche et complexe entre ces jeunes poètes et le PCF.

Alors que l'on célèbre ses 100 ans, il est capital de revenir sur les liens tumultueux mais aussi féconds qu'entretient le mouvement surréaliste avec le Parti communiste, de 1925 à nos jours, sur l'acharnement du surréalisme à proposer de nouvelles lectures du réel, nourries d'une opposition frontale à la guerre et d'un refus des conformismes, tant artistiques que politiques. Cette réunion visait à une appropriation collective de cette séquence et à mettre en regard les enjeux politiques et esthétiques contemporains avec les intuitions surréalistes.

Plus de cent personnes ont pris part à une soirée ouverte ex-abrupto par une lecture à plusieurs voix disséminées dans la salle du compte-rendu de la fameuse réunion où les surréalistes ont vivement débattu de leur adhésion au PCF : Breton, Aragon, Éluard et les autres y ont échangé des propos dont l'actualité est étonnante. Olivier Barbarant, poète et spécialiste d'Aragon, a ensuite fait un exposé remarquable sur ce que signifiait cet engagement, permettant au public d'en mieux comprendre les ressorts.

Soirée lectures/discussion  
**Vend. 7 février 2025 à 19h**

**Olivier Barbarant**  
Poète, critique littéraire

**Denis Lanoy**  
Metteur en scène, directeur de la Maison des littératures à voix hautes (Nîmes)

**Clémence Mary**  
Auteure et journaliste

**Pierre Dharréville**  
Délégué à la culture du PCF

**Mirabelle Rousseau**  
Comédienne, metteuse en scène, Théâtre Obsessionnel Compulsif

**Guillaume Roubaud-Quashie**  
Historien, directeur de la Maison Triolet-Aragon

**Hervé Legeay**  
Guitariste

Espace Oscar Niemeyer  
Siège du PCF  
2, place du Colonel-Fabien  
Paris 19<sup>e</sup> - M<sup>o</sup> Colonel-Fabien

Une seconde lecture du texte Légitime défense dans lequel les surréalistes confirment leur volonté révolutionnaire face aux doutes qui accompagnent leur démarche au sein du PCF. Guillaume Roubaud Quashie, historien et directeur de la Maison Triolet-Aragon, a précisé la nature du PCF en 1925, composé d'anciens socialistes qui se préparent à l'épreuve de la bolchévisation et au sectarisme qui en découlera. C'est pourtant dans cette relation complexe que se noue le rapport riche du PCF à l'art, à la création et à la culture.

Ensuite, la jeune écrivaine Clémence Henry a lu le texte qu'elle a écrit pour le recueil « Ceci n'est pas une pipe », paru chez Arcane 17, faisant la part belle au rêve et à l'imagination, le matériau revendiqué des surréalistes. La soirée s'est conclue par un échange dans lequel Denis Lanoy, coordinateur de la commission, a notam-

ment interrogé l'actualité du surréalisme : « La forme nouvelle que prend le capitalisme, sa forme illibérale qui s'installe avec fulgurance, outre-Atlantique, mais aussi ici, doit engager de notre part une riposte à la hauteur, qui puisse répondre aux inquiétudes contemporaines. Cette riposte pour avoir de la force doit certainement retrouver de la virulence poétique. La proposition politique se doit de retrouver un souffle poétique. Inventer un futur désirable ne peut s'envisager sans un souffle partagé avec toutes celles et tous ceux qui aspirent à changer le monde. (...) Oui il doit y avoir aujourd'hui dans l'engagement politique de la subversion. C'est ce que nous rappellent les surréalistes. Comme une manière de pousser plus avant la pensée. »

Il a fini en présentant le copieux agenda de travail de la commission qui se réunissait toute la journée le lendemain pour réfléchir à la riposte à construire aux politiques de liquidation de la vie culturelle en cours. Fin du fin, à la fin : le guitariste Hervé Legeay nous a offert une interprétation surréaliste et très électrique de l'Internationale. Étonnement ravi des participants. ✪

**Edgard Garcia**

NB : La commission a réalisé un petit manuel à destination des militants.



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION :  
Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Amado Lebaube,  
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info

(Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

# Médecins cubains toujours au cœur des mobilisations

L'action des arrêtés<sup>1</sup> par 55 maires, initiée par Gaël Roblin lors d'un conseil municipal de Guingamp et validé par *Initiative Urgence Armor Santé Yec'hed Mat !* a pas reçu de réponse de la part du Préfet, sauf à convoquer les maires devant le Tribunal administratif en invoquant leur incompétence en la matière. En précisant, avec beaucoup de désinvolture et de mépris qu'il n'y avait aucun problème pour l'accès aux soins dans notre département. propos ont mis le feu aux poudres.

Le 5 novembre, *Initiative Urgence Armor Santé Yec'hed Mat !* a décidé de deux actions conjointes : la mise à disposition de Cahiers de doléances à la population pendant 3 mois et une manifestation le 1<sup>er</sup> février pour la remise des réponses à la sous-préfecture. La veille, le bilan des 2 000 témoignages et des expressions de la population a été présenté au public et à la presse.

Plus la date du 1<sup>er</sup> février se rapprochait, plus les appels à se mobiliser s'élargissaient à d'autres départements proches du GHT<sup>2</sup> Armor, notamment à Carhaix par l'organisation d'un train, 7 comités de défense des hôpitaux publics de proximité et de la Confédération paysanne avec des tracteurs. Une trentaine d'organisations se sont retrouvées ensemble pour dénoncer les difficultés d'accès aux soins.

La mobilisation ne faiblit donc pas à Guingamp, en témoigne cette manifestation de 2 500 personnes qui s'est déroulée avec détermination et sérénité au son des bombardes, du biniou et jazzy. Les drapeaux de Cuba bien présents, dont l'un d'entre eux était sur le tracteur au départ de la manifestation, symbolisaient l'une des propositions forte pour



obtenir des médecins cubains. Avec les PADHUE<sup>3</sup>, il n'existe aucune autre solution immédiate pour stopper l'hémorragie des fermetures de services de soins !

Cette période permettrait, en luttant, d'augmenter le nombre de formations médicales dans les universités de Rennes et Brest. Il est urgent de désengorger les urgences par des lits d'hôpitaux, des centres de santé supplémentaires, de contrer les fuites de professionnels en raison de la perte de sens dans leur travail. « *La démocratie ne s'arrête pas à la porte des usines. C'est dans le milieu du travail que doit s'opérer une réhabilitation de la parole qui nous amène à chasser tous ces protocoles stupides d'évaluation qui ne sont que des chaînes numériques faisant de nous des esclaves.* »<sup>4</sup>

Dans cette lutte, ces chemins du possible conju-

guent nos propositions sur l'Hôpital et la Sécurité sociale avec la construction d'émergence de solutions. Elle passe par le combat contre l'ostracisme entourant la réalité cubaine en développant la solidarité à travers des contrats d'État à État et non pas à titre individuel. Ces contrats garantissent les conditions d'accueil des médecins cubains comme en Italie et permettent à Cuba d'obtenir des financements pour améliorer les conditions de vie des Cubains, victimes du blocus américain. Mais aussi de ne plus imposer, comme au CHU de Brest, à 30 personnes âgées de plus de 75 ans de passer plus de 12 heures aux urgences sur un brancard !<sup>5</sup>

**Christiane Caro**

Animatrice de l'Atelier Citoyen Santé Bretagne PCF

1. À Cœur Ouvert 3<sup>e</sup> trimestre 2024 : L'accès à la santé...une affaire de dignité.

2. Groupement Hospitalier de Territoire.

3. Praticiens à diplôme hors Union européenne.

4. Roland Gori se réfère à une citation de Jaurès (À Cœur Ouvert, 1<sup>er</sup> Trimestre 2025).

5. Courageusement dénoncé par la CGT du CHU de Brest.

# Il était une fois le colonel Fabien

## Une série historique de Gérard Pellois (épisode 4)

**A** l'automne 1940, Pierre quitte Brive ; il prend en charge la direction des Jeunesses pour l'ensemble du Sud-Est. Il saisit toutes les occasions pour arroser les cortèges officiels de Pétain de « l' appel du 10 juillet », lancé par Jacques Duclos. Il est à Nice en octobre 1940 sous le pseudonyme de « Louis » fils d'industriel ; en novembre, il est à Toulouse ; en décembre, il est à Marseille sous le pseudonyme de « Frédo ». C'est à Marseille qu'il reçoit la première photo de sa fille, elle viendra rejoindre celle d'Andrée dans la doublure de son pardessus. A Toulon, il lance un journal clandestin à destination des matelots, le « Jean le Gouin » qui, en argot de la flotte, signifie fusilier marin. En janvier 1941, il est en Corse.

En octobre 1940, Charles Tillon commence à mettre en place l'Organisation spéciale (O.S.) chargée notamment de récupérer des armes. Ce que va faire Pierre à Marseille, à l'arsenal de Toulon. Au printemps 1941, Charles Tillon demande à Pierre de le rejoindre à Paris.

Après un voyage à risques, il arrive à Paris en août 41 et y retrouve Andrée et leur fille Monique qu'il voit pour la première fois, elle a un an. La clandestinité n'est pas la vie rêvée pour l'enfant. Ils confieront Monique à une famille de cultivateurs près de Clerval (25). Andrée deviendra « Arlette », agent de liaison de Pierre, qui lui s'appelle à présent « Frédo ».

C'est le moment où la direction du Pcf décide le passage à la lutte armée. Cette décision n'est pas simple à prendre. Albert Ouzoulias, qui aura des responsabilités importantes à la tête des FTP écrit : « Le grand mérite des « bataillons de la jeunesse », de l'OS, de Fredo -Fabien- et de ses camarades de

cette époque aura été, malgré toutes ces difficultés, d'ouvrir la voie au combat armé en tuant des officiers nazis. Il a fallu beaucoup d'explications pour gagner cette bataille. »

Fredo est chargé de la première opération.

Le 21 août 1941, au métro Barbès-Rochechouard, protégé par deux de ses camarades, et armé d'un 6,35, il fait feu par deux fois et tue un aspirant de la marine allemande. Frédo et ses camarades s'enfuient. « J'ai vengé Titi ! » se dit Fredo en pensant à son ami Samuel Tyzelman, fusillé deux jours plus tôt. Le coup de feu de Fredo change le climat parisien et fait bouger les lignes dans la Résistance.★



L'officier allemand a bien été abattu le 21 et non le 23 - la date du 19/08/1945 correspond à la date anniversaire de l'insurrection parisienne du 19/08/1944

Fête de l'Huma, solidarité internationale, 1er mai, grèves, vie locale...  
Vous avez filmé des événements dans votre ville ou quartier, pendant vos activités militantes ou vos voyages dans les pays socialistes ?  
Vous avez retrouvé des films de famille dans une cave ou un grenier ?  
Vous n'avez pas d'appareil pour les lire ou les projeter ?

### NE JETEZ PAS VOS FILMS !

8 mm, super8, 9.5 mm, 16 mm, VHS, mini-DV,  
muet ou sonore, noir et blanc ou couleur...



Depuis 1998, l'association Ciné-Archives réalise un travail de préservation, de conservation et de valorisation de films sur des luttes politiques et syndicales en France et dans le monde.

#### POURQUOI DÉPOSER VOS FILMS ?

- Vous restez propriétaires de vos films
- Ciné-Archives garantit des conditions de conservation optimales
- Vos films sont numérisés gratuitement et valorisés sur le site de Ciné-Archives

**CONTACTEZ-NOUS**

# Gel des services civiques : Vite, des emplois stables et utiles !

**A**près des mois de tergiversation, le budget adopté hier par l'Assemblée nationale se révèle une nouvelle fois plus dangereux pour les jeunes, et particulièrement les plus précaires. Rien pour lutter contre la sélection sociale et les contrats précaires, et rien non plus pour accompagner les jeunes dans leurs parcours de formation et d'insertion professionnelle.

Pire encore, parmi les décisions les plus controversées, une retient particulièrement notre attention : le gel des nouveaux contrats de services civiques.

Justifié par le « manque de budget » cette décision répond à une méthode que nous ne connaissons que trop bien : faire payer aux jeunes le coût de la crise économique.

L'arrêt de ces dispositifs d'emplois pour l'année 2025 va avoir pour conséquence de plonger d'autant plus dans la précarité des dizaines de milliers de jeunes.

Alors que le chômage n'a jamais été aussi haut chez les moins de 25 ans – plus 8 % au dernier trimestre – et que la sélection sociale, au lycée comme à la fac, ravage le parcours de vie, une telle décision est irresponsable et nous la condamnons.

Les contrats de services civiques se révèlent bien souvent être une forme de marchandisation de l'engagement, permettant aux libéraux de pallier aux déficits de moyens dans les services publics, et pour le fonctionnement des associations.

En imposant une forme d'emploi qui n'est pas rémunéré, mais « indemnisé », les contrats de services civiques contournent un certain nombre de droits fondamentaux. Pas de cotisations, pas de droit au chô-



mage, et bien sûr le salaire minimum n'est pas respecté : à peine plus de 600 € pour 24 h de travail hebdomadaire minimum, souvent plus.

Pour autant, venir geler des dizaines de milliers d'ouvertures de services civiques sans contrepartie : garantir la création massive d'emplois, est une faute politique

grave.

Comment vont faire les associations qui, faute de subvention, ne peuvent pas embaucher en dehors des services civiques ?

Comment vont faire nos services publics, particulièrement dans l'Éducation nationale, qui sont obligés aujourd'hui de recourir aux services civiques pour pallier les manques de moyens et les coupes budgétaires ?

Que vont faire ces milliers de jeunes qui, faute de pouvoir évoluer dans une formation qualifiante, ou un emploi stable, ont pour ambition de se tourner vers le service civique ?

Le MJCF revendique le dégel des services civiques, et le retour à la normale. Il n'est pas admissible de précariser autant les jeunes pour quelques milliards d'euros d'économie. Pour autant, nous combattons la logique derrière ces services civiques et ne voulons pas d'un avenir fait de précarité pour la jeunesse.

Nous revendiquons la création d'emplois utiles, bien payés et émancipateurs ! Cela passe par un investissement massif dans les services publics et dans le secteur associatif, seule condition pour pouvoir garantir de véritables emplois plutôt que des contrats de services civiques. ✪



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.**

**Je verse :** ..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# Jin, jiyan, azadî ! Vive la résistance de Kobané !



**L**e 22 janvier, une délégation d'élus français prend la route pour le nord et l'est de la Syrie, le Rojava, un territoire en guerre où la résistance kurde continue de lutter pour sa liberté et son avenir. Ce voyage s'inscrit dans le cadre des commémorations du dixième anniversaire de la libération de Kobané, symbole mondial de la victoire contre Daesh, mais aussi d'une résistance qui, aujourd'hui, semble plus que jamais isolée sur la scène internationale.

À notre arrivée à Qamichli, la réalité du terrain est frappante. Les checkpoints, l'extrême pauvreté et les traces indélébiles laissées par la guerre témoignent de l'ampleur des défis à relever. Mais c'est surtout la situation du camp d'Al-Hol, qui marque les esprits. Avec ses 39 000 personnes, dont 24 000 enfants, vivant dans des conditions de survie à peine dignes, ce camp est devenu une poudrière. L'influence persistante de l'idéologie djihadiste parmi certain·es détenu·es constitue une menace constante, et l'appel à une action internationale reste sans écho. Ce camp est l'exemple frappant de l'inaction mondiale face à une crise humanitaire qui dure depuis trop longtemps.

Le Rojava, sous la gestion de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES), incarne pourtant une expérience politique originale



et progressiste, fondée sur l'égalité des genres, la démocratie directe et l'inclusivité. Lors de notre rencontre avec les combattant·es des YPJ et des YPG, leur rôle dans cette lutte devient évident. Elles et ils protègent bien plus qu'un territoire : Elles et ils

défendent un modèle de société basé sur l'égalité, et notamment sur la place des femmes. En dépit de l'absence de soutien militaire occidental, les Forces démocratiques syriennes persistent à défendre leur projet politique, tout en œuvrant à la reconstruction

de la Syrie, dont l'avenir reste incertain. Raqqa, ville emblématique de la résistance, porte encore les cicatrices de la guerre. L'AANES y œuvre pour instaurer une gouvernance démocratique, capable de rassembler Kurdes, Arabes et Syriques autour d'un projet commun. Cependant, la menace turque demeure omniprésente. Les frappes ciblées sur des infrastructures civiles et l'embargo imposé sur la région ralentissent considérablement tout effort de reconstruction. De plus, l'AANES plaide pour la création d'un tribunal pénal international afin de juger les ressortissant·es étranger·es impliqué·es dans les crimes de Daesh. Mais ces appels à l'aide restent trop souvent ignorés.

Kobanê, après 10 ans de résistance acharnée, reste un symbole. La ville, marquée par les pertes humaines et la violence des combats, incarne à la fois la souffrance et la force d'un peuple qui refuse de plier sous la pression. Mais ce 10e anniversaire, loin d'être une célébration triomphale, est un rappel cruel de l'isolement croissant du peuple kurde sur la scène internationale. La communauté internationale semble avoir tourné la page, alors même que les menaces se multiplient.

Lors de notre rencontre avec Mazloum Abdi, commandant des FDS, les défis géopolitiques sont apparus avec une grande clarté. L'intensification des attaques turques, qui visent non seulement des infrastructures mais aussi des populations civiles, s'ajoute à une influence grandissante de la Turquie sur la scène syrienne. Les négociations avec Damas, concernant l'intégration des FDS dans une armée syrienne unifiée, sont au point mort, principalement en raison de l'absence de garanties sur l'autonomie kurde et sur la place des femmes dans

l'armée syrienne. Ces défis géopolitiques révèlent la fragilité de l'avenir du Rojava, qui lutte non seulement pour sa survie physique, mais aussi pour la préservation de son projet politique.

Ce voyage, la solidarité de la délégation française ne se limite pas à un geste symbolique, c'est bien plus qu'un simple déplacement : c'est une mission de solidarité et de résistance. Ce que j'ai vu, ce que j'ai vécu, ne laisse pas indifférent·e. La résistance kurde, dans sa lutte pour une société démocratique et égalitaire, mérite un soutien concret. Bien que fragile et menacé, cela représente une alternative aux régimes autoritaires et oppressifs de la région.

Il est vital de soutenir ces résistances, de leur donner une voix et d'exiger une reconnaissance internationale des droits du peuple kurde.

L'Union européenne et la France doivent appuyer, sans ingérence, les aspirations de l'AANES à une Syrie unifiée, indépendante de la Turquie et décentralisée, garantissant l'autonomie des différentes régions, notamment du nord et est syrien. Son contrat social, fondé sur le vivre-ensemble, la participation démocratique de toutes les communautés (kurdes, arabes, syriaques) et l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines, constitue une opportunité pour bâtir un processus constituant bénéfique à toute la Syrie. ✪

**Lamy Kirouani**

conseillère départementale du Val-de-Marne

Activité en direction des retraité·e·s  
06.08.81.19.61  
d.junker93420@gmail.com



# plein temps

N°79 février 2025

## l'enjeu...

**D**ans 20 ans, selon l'INSEE, 22,6 millions de personnes âgées de 60 ans et plus, soit un tiers de la population. Mais dès 2026, les premières générations du babyboom vont arriver au-delà de 80 ans, nous seront alors dans une situation inédite pendant 30 ans. Cet allongement de la durée de vie contribue à créer un troisième âge, et même un quatrième âge, comme un défi de civilisation posé collectivement à notre société.

**Une situation sociale dégradée**  
La situation sociale des retraité·e·s se dégrade fortement depuis plusieurs décennies en raison du travail de sape mené par les gouvernements successifs. La pauvreté se développe et se pose les questions de santé, de logement, d'accès aux soins et aux services publics. Une opposition systématique est entretenue entre jeunes et retraité·e·s, retraité·e·s et salarié·e·s et même entre retraité·e·s car il y aurait des retraité·e·s aisé·e·s avec une pension mensuelle de 2000 €. Nous constatons également que depuis des mois, les retraité·e·s sont accusé·e·s de tous les maux, responsables d'une grande partie de la dette du pays et du prétendu déficit de la Sécurité sociale. Cela revient à oublier rapidement les milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, ainsi que les aides publiques massivement versées à ces mêmes entreprises, sans aucune contrepartie en termes d'emploi, de formation professionnelle ou de revalorisation des salaires.

Rappelons que 60% des retraité·e·s perçoivent une pension inférieure au SMIC, 31% des retraité·e·s reçoivent moins de 1 000 € par mois, dont 7% sont des femmes. Nous ne devons qu'au vote de la motion de censure que

nos pensions aient été enfin revalorisées de 2.2% au 1<sup>er</sup> janvier, mais nous sommes sous la menace de la suppression des 10% d'abattement pour le calcul de nos impôts.

**Une société pour tous les âges**  
Les retraité·e·s veulent avoir les moyens de vivre, de se projeter dans l'avenir, pouvoir participer à la vie sociale, avoir un rôle à jouer dans la société. Un service public et commun de sécurisation et de promotion des personnes âgées devrait prendre en compte les seniors en emploi, les retraité·e·s et personnes âgées en activité sociale, les personnes du 4<sup>e</sup> âge (autonome ou en perte d'autonomie), avec les transitions utiles. Ce service public développerait les solidarités sociales et les apports intergénérationnels jusqu'aux enfants.

**L'activité des communistes vis-à-vis du monde retraité**  
Cette activité est complexe à mettre en œuvre parmi une population qui vieillit et qui, de ce fait, se trouve éloignée pour diverses raisons : isolements, maladies, éloignements des lieux de vie citoyenne, maison de retraites, etc. Elle nécessite donc une approche singulière. Celle-ci devrait être prise en compte particulièrement par les communistes en retraite à partir de leur section ou de leur fédération. Des petits collectifs constitueront un moyen de travailler le lien avec le monde retraité dans les sections et le collectif national actuel devrait être renforcé pour aider à la mise en place de ces réseaux.

**L'enjeu**  
Est-ce que PCF va prendre pleinement conscience de cet enjeu ? Notre parti va-t-il être en mesure de se donner les moyens pour envoyer la motion R4 parmi ce monde retraité en plein interrogatoire sur son devenir et celui de ses enfants ?

Daniel Junker

**DANS CE NUMÉRO**

- Célébration : les 80 ans de la Sécurité sociale pages 2-3
- La retraite à points : une entourloupe page 4
- Des centres de santé publics : indispensables pages 5-6

**du monde retraité**



## Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1

AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur  
<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>